

Faire payer le CNPF !

LES commentaires journalistiques ne manquent pas pour déclarer la fin de « l'état de grâce ». Les sondages se multiplient, qui visent à déceler une baisse de popularité de Mitterrand et de Mauroy. Pourtant, « l'état de grâce » est surtout un calcul politique. Lancée par Mitterrand pendant la campagne électorale, la formule s'adresse au patronat pour lui dire : « *Je suis en mesure de vous assurer la paix sociale nécessaire à la restauration de vos profits. Mais pour cela, il vous faut accepter ma politique, apporter votre pierre à l'état de grâce.* »

Mitterrand et le PS ont joué de tout le poids de leur victoire électorale pour obtenir du PC un accord qui l'engage à la solidarité gouvernementale « sans faille », mais aussi à la paix sociale dans les entreprises. Ils ont obtenu des dirigeants syndicaux une solidarité certaine avec le gouvernement. Quant aux travailleurs, l'immense aspiration au changement de leurs conditions de vie et de travail ne s'est pas atténuée. Ils font crédit (mais pour combien de temps ?) à ce gouvernement. Ils attendent du PS et du PC qu'ils prennent les mesures qui s'imposent contre le chômage et la vie chère.

Les appels du gouvernement au patronat n'ont guère été entendus, c'est le moins que l'on puisse dire. La bourgeoisie ne peut considérer comme le sien un gouvernement né de la défaite des partis bourgeois et de la victoire des partis ouvriers. Engagée dans une difficile opération de restructuration économique, la bourgeoisie doit faire payer la crise aux travailleurs. Il lui faut pour cela infliger au mouvement ouvrier des défaites sévères. Il est clair que le gouvernement Mauroy ne peut être l'instrument d'une telle politique.

Le patronat ne peut, sans prendre des risques immenses, lancer une offensive frontale prématurée contre le gouvernement. Ses partis gaullistes et giscardiens sortent discrédités et affaiblis par leur défaite. Le CNPF est contraint de monter en première ligne, comme « parti de l'entreprise ». En attendant que soient réunies les conditions d'une offensive, le patronat mène une guerre de tranchée. Il se refuse à investir, manœuvre pour vider de son contenu la loi de nationalisation, organise le pourrissement généralisé de la situation avec l'aide des hommes qu'il conserve à tous les postes importants de l'appareil d'Etat. Son but est d'enliser le gouvernement, afin de mettre en évidence son impuissance et son incompetence.

Au lieu de reconnaître cette situation et d'obliger les patrons à céder, le gouvernement pratique à leur égard la politique de la main tendue. Il multiplie les aides financières aux PME, pour les inciter à embaucher et sous prétexte de briser le front patronal. Quelle illusion ! L'aide aux PME, mais aussi à des trusts comme ELF, est aussi efficace que de mettre de l'eau dans un trou sans fond. Les concessions du gouvernement ne peuvent être comprises par le patronat que comme un aveu de faiblesse, et donc un encouragement à utiliser l'arme du chantage et du sabotage. Loin de diviser le front du capital, cette politique ne fera qu'encourager les PME dans leur solidarité de classe avec le grand patronat. Une solidarité bien organique, puisque les PME ne sont souvent que les entreprises sous-traitantes des grandes entreprises !

Or, le PS persiste et signe dans cette voie. Le projet de résolution unique pour son congrès de Valence — la motion Jospin — est on ne peut plus clair : « *Le pouvoir politique, pour l'essentiel, c'est nous. Le pouvoir économique, pour l'essentiel, ce sont les secteurs dominants du capitalisme bancaire et monopoliste industriel. Entre ces deux pouvoirs y aura-t-il choc ou compromis ? Puisque nous avons choisi de ne pas briser d'un coup ce système économique, mais de le transformer graduellement, cela veut dire que nous allons chercher une situation de compromis, qui consacrera d'importants changements, et qui, naturellement, sera plus favorable aux forces de transformation sociale, sera un progrès pour le monde du travail.* »

La motion unique pour le congrès de Valence confirme et éclaire les gages donnés par le PS et le PC à la bourgeoisie depuis leur arrivée au gouvernement : leur refus de procéder à une véritable épuration du haut appareil de l'Etat, des directions des entreprises nationales et des banques, truffées d'agents du grand capital et de l'ancien pouvoir. Mais aussi les postes ministériels confiées à des radicaux et gaullistes comme Crépeau ou Jobert : le moment venu, la bourgeoisie utilisera ces hommes pour qu'ils relayent publiquement, de l'intérieur du gouvernement, les exigences et les manœuvres patronales.

Mener pareille politique de compromis, c'est s'interdire de faire appel à la mobilisation des travailleurs. C'est miser sur une certaine passivité populaire quand il faut faire face aux manœuvres « des milieux économiques ». C'est se condamner à l'échec. Le gouvernement a déjà reculé sur le droit de veto des comités d'entreprises sur les licenciements, sur l'ampleur des nationalisations et sur le calcul des indemnités, qui seront fort généreuses ! Il a renoncé aux 35 heures à bref délai, proclame son attachement à la liberté des prix, fait retraite précipitée sur l'imposition des grosses fortunes sous prétexte de ne pas taxer l'outil de travail (c'est-à-dire le capital !). Le programme socialiste s'en trouve sérieusement ébréché, au nom d'un compromis impossible. Car, pour faire un bon compromis, il faut être deux. Or, le patronat ne veut pas de compromis. Il veut défendre bec et ongles ses intérêts, au centime près.

En votant massivement pour les partis ouvriers contre Giscard en mai-juin, les travailleurs ont manifesté leur refus de faire les frais de la crise du système capitaliste. Depuis le 10 mai, on respire mieux en France, l'étau du dispositif répressif de l'Etat s'est desserré. Des mesures prises par le gouvernement et l'Assemblée vont dans le sens de plus de liberté pour les travailleurs et la population. Mais sur l'essentiel, l'emploi et le pouvoir d'achat, peu de choses ont changé. La situation s'est même aggravée. Or, c'est sur ces deux questions que les travailleurs attendent du gouvernement des mesures radicales et des résultats.

Pour le moment, les décisions prises ne répondent pas à cette attente. Des questions commencent à être posées dans les entreprises. Pourquoi un si faible relèvement du SMIC ? Pourquoi n'interdit-on pas les licenciements ? Que sont devenues les 35 heures ? Pourquoi ne bloque-t-on pas les prix alors que les sondages montrent qu'une large majorité est pour ? Pourquoi indemnise-t-on les gros actionnaires des entreprises nationalisables ?

Le gouvernement alloue plus de quinze milliards d'aide aux entreprises et le coût de l'indemnisation des nationalisations s'élève déjà à trente-cinq milliards. Dans le même temps, l'impôt sur la fortune rapportera dans le meilleur des cas trois à six milliards. A quoi sert-il de prendre d'une main aux patrons si c'est pour leur redonner trois fois plus de l'autre ? Qui va payer ? Les patrons ou les travailleurs ? C'est aujourd'hui la question clef. Voilà pourquoi la LCR mène campagne sur le thème : « **PC-PS, vous êtes majoritaires, faites payer le CNPF !** » Les prises de position et les démarches d'un nombre de plus en plus important de travailleurs vont dans le sens d'une telle exigence. Il faut qu'elles deviennent massives. Au mur de l'argent, il faut opposer la force de la mobilisation, dans l'unité, des travailleurs et de leurs organisations. C'est le seul moyen de transformer la défaite électorale de la droite en déroute totale du patronat. Il est décisif que les travailleurs se mobilisent, comme ils commencent à le faire contre les attaques patronales, à Renault-Sandouville, où les ouvriers des chaînes de la sellerie font la grève pour exiger une diminution des cadences et l'ouverture du bureau d'embauche. A Mulhouse, où les 3 600 ouvriers de la SACL (métallurgie) ont décidé la grève avec occupation pour obtenir une augmentation des salaires. Dans les banques, pour les

trente-cinq heures et contre les contreparties exigées par les patrons. Chaque jour, la presse fait état d'un débrayage ou d'une assemblée de travailleurs qui demandent au gouvernement son appui. Dans les entreprises nationalisées, on exige des directions qu'elles se mettent à l'heure du changement, quand on ne demande pas leur départ pur et simple. Dans la Fonction publique, ce sont par exemple les maîtres-auxiliaires de l'Education nationale qui demandent le réemploi à temps complet à l'année, et un engagement du gouvernement à la titularisation de tous. Dans d'autres entreprises, c'est l'exigence de l'alignement des salaires sur la hausse des prix. Ailleurs, c'est l'exigence d'être nationalisé comme promis.

De nombreux militants syndicaux, qu'ils soient CGT, CFDT, FEN ou FO, sont conscients de ces exigences et des enjeux. Qui ne les a pas entendus, dans les assemblées syndicales de rentrée, s'exprimer : « *Le rôle des responsables syndicaux n'est pas d'être partie prenante des cabinets ministériels mais d'organiser la défense des revendications.* » « *Nous avons donné la majorité à la gauche pour que ça change. Alors, qu'ils fassent leur boulot, qu'ils remettent les pendules à l'heure.* » « *Pourquoi négocier sur la base des trente-neuf heures sans savoir ce que sera la mobilisation des travailleurs et le rapport de forces qui s'ensuivrait ?* » « *Que fait la confédération, où sont les tracts de rentrée pour la mobilisation sur les revendications.* »

Dans un éditorial du bulletin de la fédération Hacuitex-CFDT, le problème est clairement formulé : « *Il n'appartient pas aux travailleurs de modérer leurs revendications pour aider le gouvernement, mais au gouvernement de gauche de choisir qui il veut aider, les patrons qui l'ont combattu ou les travailleurs qui l'ont porté au pouvoir.* » Ce langage est loin d'être celui des directions confédérales. Elles continuent à se diviser et à se concurrencer. Elles veulent se placer au mieux dans la nouvelle majorité afin d'essayer de capter au profit de leur organisation le courant d'adhésion populaire qui s'est manifesté lors des élections. Les unes comme les autres ont révisé en baisse les revendications. La direction de la CFDT a signé l'accord sur les trente-neuf heures, celle de la CGT accepte de négocier dans le cadre fixé par l'accord qu'elle n'a pas signé, et sans mobiliser les travailleurs.

Dans de nombreux cas, les travailleurs sont prêts à se mobiliser pour la nationalisation de leur entreprise, filiales des maisons-mères qui seront seules nationalisées. C'est le cas par exemple à Thomson-CSF ou à Saint-Gobain-Pont-à-Mousson. Or, la CGT et la CFDT ne fournissent pas le cadre de coordination intersyndicale et intertrusts nécessaire pour peser avec le maximum de force.

De nombreux militants du PC et du PS, de nombreux militants syndicaux avaient pris la responsabilité de s'opposer publiquement à la politique de leurs directions, en participant à la bataille pour l'unité pour battre Giscard. Le 10 mai, les travailleurs leur ont donné raison. L'enjeu aujourd'hui est aussi important et aussi clair : accepter l'austérité, ou prendre l'argent là où il est, dans les coffres du patronat.

Aucune organisation syndicale ou politique du mouvement ouvrier ne pourra rester silencieuse sur ce choix. Il divise déjà le PSU et commence à poindre à l'intérieur du PS et du PC. Dans les syndicats, c'est sur les questions du chômage et de la baisse du temps de travail que ce choix va s'imposer avec force.

Aujourd'hui, la droite tente de se saisir du développement du chômage pour faire de l'agitation antigouvernementale, alors que le CNPF a tout fait pour empêcher une réduction massive du temps de travail. Les négociations par branche et le vote de la loi sur la durée du temps de travail vont avoir valeur de test pour chaque camp. Les directions confédérales ont décidé de reculer tout de suite et de réviser en baisse les revendications. Le gouvernement était prêt à ratifier les accords patronat-syndicats. Aujourd'hui il est manifeste que, dans les syndicats, le refus de l'accord de juillet est massif. Branche par branche, les négociations échouent. Il faut en tirer les conclusions : Séguy et Krasucki, Maire et Bergeron doivent être mandatés pour exiger la loi unique pour la semaine de trente-cinq heures. Il n'y a aucun doute que les travailleurs seront prêts à les aider par leur mobilisation.

Il est de la responsabilité de tous les militants syndicaux, de tous ceux qui ont quelque responsabilité syndicale, d'organiser le combat des travailleurs, de favoriser sa centralisation ainsi que la pratique unitaire intersyndicale, la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de leurs luttes.

Le patronat prépare un affrontement futur. Il travaille aujourd'hui à unifier ses propres forces et à affaiblir celles de ses adversaires. Eh bien, dans le camp ouvrier, aussi, il faut s'organiser et se préparer à lutter. Ainsi, le patronat comprendra que c'est à la masse des travailleurs qu'il va avoir à faire.